

Les universités israéliennes sont un élément clé du

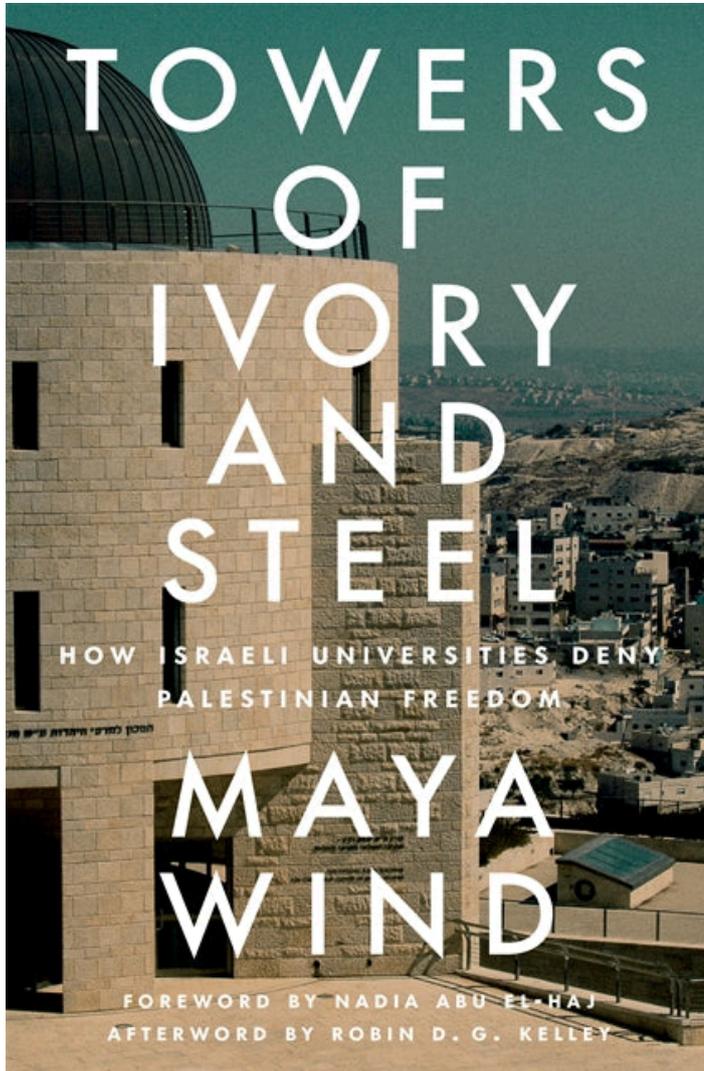
<https://www.contretemps.eu>

régime d'apartheid

redaction

Les opposants au boycott académique d'Israël prétendent que ses universités sont des havres de liberté. En réalité, elles apportent un soutien vital au système d'apartheid israélien et sont complices de la répression violente de la recherche palestinienne.

Le texte qui suit est un extrait de Towers of Ivory and Steel : How Israeli Universities Deny Palestinian Freedom (« Tours d'ivoire et d'acier : comment les universités israéliennes font obstacle à liberté des Palestiniens »), paru aux [éditions Verso](#).



Dans sa guerre génocidaire en cours contre la bande de Gaza, Israël a détruit toutes les universités palestiniennes de l'enclave par des bombardements aériens ou des destructions ciblées. Les laboratoires de médecine et d'ingénierie, les salles d'audience fictives des facultés de droit, les salles de réunion et de remise des diplômes, les riches collections de livres, d'œuvres d'art, d'archives et d'objets archéologiques ont tous été complètement décimés. Des décennies de vie universitaire et politique des étudiants palestiniens ont été anéanties en un instant.

Cette guerre contre l'éducation palestinienne, que Karma Nabulsi a appelée « scolasticide », est au cœur du génocide des Palestiniens par Israël. Et elle ne date pas d'aujourd'hui. Elle est menée depuis soixante-quinze ans. Pour bien comprendre comment cette guerre a été soutenue, nous ne pouvons pas nous contenter de regarder l'armée et les industries militaires israéliennes, ni le gouvernement d'extrême droite d'Israël. Nous devons également nous pencher sur les institutions libérales les plus vantées d'Israël, à

Pendant des décennies, les universités israéliennes ont été saluées en Occident comme étant exceptionnellement libres. En lançant son unique programme de double diplôme au Moyen-Orient avec l'Université de Tel Aviv en 2020, l'Université de Columbia a présenté son partenaire israélien comme un établissement qui « partage l'esprit inébranlable d'ouverture et d'innovation de Tel Aviv – et se targue d'une vie de campus aussi dynamique et pluraliste que la métropole elle-même ».

Columbia n'est pas la seule à voir dans les universités israéliennes des bastions progressistes du pluralisme et de la démocratie, en faisant des interlocutrices privilégiées pour des partenariats universitaires dans la région. En 2022, l'organisation américaine Freedom House a attribué une note de trois sur quatre à la liberté académique en Israël, affirmant que « les universités israéliennes sont depuis longtemps des centres de dissidence et sont ouvertes à tous les étudiants ».

La même année, le Varieties of Democracy Institute (ou V-Dem Institute), basé en Europe, a classé Israël parmi les 10 % des pays les plus avancés au monde en matière de liberté académique. Ces évaluations reprennent le discours que l'université israélienne tient sur elle-même, quant à leur « engagement inébranlable et inégalé en faveur de l'excellence, du multiculturalisme, du pluralisme et de la cause de la paix ».

Cet apparent consensus occidental a toutefois été remis en question par les Palestiniens. En 2004, des universitaires et des intellectuels ont lancé la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) et ont appelé les universitaires du monde entier à lancer un boycott des institutions universitaires israéliennes. Leur appel à cibler les universités israéliennes se basait sur le constat de décennies de complicité institutionnelle dans le « régime d'oppression » d'Israël à l'égard des Palestiniens.

Les établissements d'enseignement supérieur israéliens, affirme PACBI, « ont joué un rôle clé dans la planification, la mise en œuvre et la justification de l'occupation israélienne et des politiques d'apartheid ». Pour PACBI, le boycott universitaire n'est pas simplement un moyen de parvenir à une fin, mais plutôt un ciblage stratégique du champ universitaire israélien en tant que « l'un des piliers de cet ordre oppressif ».

Boycott des universités israéliennes

Peu après, en 2005, 170 groupes de la société civile palestinienne – dont des syndicats, des associations de défense des droits des réfugiés, des organisations de femmes, des comités populaires de base et des réseaux d'ONG – se sont réunis pour lancer le mouvement de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS).

Inspirés par le mouvement sud-africain contre l'apartheid, les Palestiniens appellent au BDS comme moyen de pression sur Israël pour qu'il réponde aux trois principales revendications de la société civile palestinienne, telles que stipulées dans le droit international et les résolutions de l'ONU : premièrement, mettre fin à la colonisation des terres arabes et démanteler l'occupation militaire et le mur ; deuxièmement, reconnaître le droit à l'égalité totale des citoyens palestiniens d'Israël ; et troisièmement, respecter et promouvoir le droit au retour des réfugiés palestiniens.

De nombreux membres de la communauté internationale ont répondu à l'appel des Palestiniens. En Amérique du Nord, certaines associations universitaires ont adopté des résolutions BDS au cours de la dernière décennie, notamment l'American Anthropological Association, l'American Studies Association, la Middle East Studies Association et la Native American and Indigenous Studies Association. Il en va de même pour les syndicats de professeurs et d'étudiants diplômés. En Europe, le Teachers' Union of Ireland, la British Society for Middle Eastern Studies et la UK National Union of Students, entre autres, ont voté en faveur du boycott. Soutenu par de larges coalitions et approuvé lors de votes sur des résolutions ayant fait l'objet d'un débat approfondi, le boycott universitaire gagne du terrain dans le monde entier.

La réaction à ce mouvement en plein essor a été sévère. Le gouvernement israélien et les organisations sionistes internationales ont eu recours à des poursuites judiciaires, au lobbying, à la législation et à ce que les militants et les organisations de défense des droits civiques appellent des « campagnes d'intimidation et de diffamation » pour bloquer, diaboliser, voire criminaliser le mouvement partout où il prend de l'ampleur. Le débat sur le boycott universitaire a agité les universités d'Europe, d'Amérique du Nord, d'Australie et d'Afrique du Sud et est devenu un élément central des discussions sur la race, la justice et la signification de la liberté académique dans l'enseignement supérieur.

À de rares exceptions près, les universitaires israéliens ont répondu à la campagne de PACBI par une opposition massive et souvent indignée. Des professeurs de tout le spectre politique israélien ont lancé des contre-campagnes bien coordonnées contre toute initiative de soutien au boycott, souvent soutenues par des fonds et des arguments fournis par l'État israélien lui-même. Ces universitaires israéliens – qui représentent les arguments de l'État israélien dans le tribunal de l'opinion publique du monde universitaire international – ont, dans l'ensemble, convergé vers un refrain similaire : les injustices commises à l'encontre des Palestiniens peuvent exister ou non ; mais même si c'était le cas, cela n'a rien à voir avec nous.

S'opposant au premier référendum sur le boycott universitaire organisé par l'American Anthropological Association en 2015, l'éminent anthropologue israélien Dan Rabinowitz a publié dans l'édition anglaise de Haaretz son apologie de l'enseignement supérieur israélien, tournée vers l'extérieur. « Israël inflige des injustices aux Palestiniens, pouvait-on lire, mais il est ridicule de rendre les universités responsables de ces injustices. »

Cette affirmation des universitaires israéliens selon laquelle ils ne sont que spectateurs est devenue un élément central de leur stratégie d'opposition, en particulier face au soutien croissant du monde entier au boycott universitaire. Anticipant l'adoption de la résolution visant à soutenir le boycott par l'Association nord-américaine des études sur le Moyen-Orient (MESA) en 2022, les universitaires israéliens ont fondé leur argumentation sur l'innocence tant institutionnelle qu'individuelle.

L'Association israélienne des études sur le Moyen-Orient et l'Islam a affirmé que le groupe était « apolitique » et que les universités israéliennes n'étaient pas non plus responsables de la politique du gouvernement. De son côté, l'Association pour les études israéliennes a imploré la MESA de ne pas « punir » les universitaires israéliens pour une simple « culpabilité par association ».

Gardiens progressistes

Après avoir déclaré que leurs universités et associations académiques ne jouent aucun rôle dans l'oppression des Palestiniens par Israël – « même si » une telle oppression existe – les universitaires israéliens se sont empressés d'affirmer qu'en fait, les victimes de la répression, ce sont eux. Les universitaires israéliens détournent ainsi l'argument des droits des Palestiniens – et, plus précisément, des droits académiques des chercheurs et des étudiants palestiniens – à leurs propres fins.

Selon eux, ce sont les libertés académiques et les droits des universitaires israéliens qui risquent d'être mis en cause, car ils sont injustement tenus responsables d'injustices pour lesquelles ils n'ont aucune responsabilité. Cette affirmation dénature l'appel de PACBI à boycotter les institutions universitaires israéliennes et non les universitaires individuels. Pourtant, la majorité absolue des universitaires israéliens continue de se mobiliser contre ce qu'ils affirment être dirigé contre eux à titre personnel.

Alors que l'enjeu sur le boycott universitaire a trouvé un écho de plus en plus large dans l'arène universitaire occidentale, certains universitaires israéliens sont apparus comme des sentinelles particulièrement efficaces des débats. Curieusement, ces universitaires sont souvent des progressistes autoproclamés qui affirment – pour un public international – qu'ils soutiennent les droits des Palestiniens tout en s'opposant au boycott universitaire. En fait, les universitaires et les associations israéliennes qui se disent progressistes fondent souvent leur opposition sur cette même identification.

« La plupart des voix humanistes et dissidentes en Israël », affirme l'anthropologue Baruch Kimmerling, « proviennent des milieux universitaires ou sont soutenues par ses membres ». Tout en admettant que tous les représentants du monde universitaire israélien ne peuvent être comptés parmi les partisans des droits des Palestiniens, Kimmerling a néanmoins insisté pour que la communauté universitaire internationale s'abstienne de mettre en œuvre le boycott, afin de préserver les universités israéliennes en tant qu'espace d'intervention progressiste.

Plus récemment, en 2023, l'Association israélienne d'anthropologie s'est opposée au second référendum sur le boycott académique de l'Association américaine d'anthropologie, affirmant qu'il serait contre-productif de boycotter les universités israéliennes qui sont, en fait, « à la pointe de la lutte pour le maintien de la démocratie et de l'égalité des droits ».

Les universitaires israéliens progressistes rejoignent donc leurs compatriotes de droite dans leur opposition au boycott universitaire, arguant que les universités israéliennes et leur corps professoral sont ciblés à tort – et donc injustement. Ils s'appuient pour cela sur l'affirmation fondamentale selon laquelle les universités israéliennes doivent être institutionnellement distinguées de l'État israélien. Pendant trop longtemps, la communauté universitaire occidentale a pris ces affirmations pour argent comptant.

L'université des colons israéliens

L'État israélien a été fondé sur l'expulsion massive des Palestiniens, dans le but d'établir une majorité juive comme base d'un État juif. Dès le départ, l'université israélienne a été

impliquée dans ce projet colonial d'élimination et de remplacement. En effet, avant même la création d'Israël, le mouvement sioniste a fondé trois universités, qui devaient explicitement servir les objectifs territoriaux du mouvement en Palestine.

Tout d'abord, en 1918, l'Université hébraïque a été créée en tant qu'université multidisciplinaire et centre de formation d'une nouvelle identité collective juive-sioniste et d'une nouvelle nation. Fondée au sommet du mont Scopus, elle a également été construite comme un avant-poste stratégique permettant au mouvement sioniste de revendiquer Jérusalem. De même, la création du Technion à Haïfa et de l'Institut Weizmann à Rehovot avait vocation à servir le développement scientifique et technologique d'Israël en tant qu'État juif dans la Palestine historique.

Dans la période qui a précédé la guerre de 1948, ces trois établissements d'enseignement supérieur ont été directement mobilisés au service de la dépossession violente nécessaire à l'expansion territoriale sioniste. La principale milice sioniste, la Haganah, a créé un corps scientifique qui a ouvert des bases sur les trois campus afin de mener des recherches et d'affiner les capacités militaires. Tout au long de la guerre de 1948, les universités ont contribué à soutenir l'expulsion massive des Palestiniens en vue de la création de l'État d'Israël. Les professeurs et les étudiants développent et fabriquent des armes, tandis que leurs campus, leurs équipements et leur expertise sont mis au service des milices sionistes qui chassent les Palestiniens de leurs terres.

Avec la création d'Israël, l'État a mené ce projet de remplacement territorial et démographique, officiellement appelé « judaïsation ». À la fin des années 1960, le programme de « judaïsation » d'Israël s'était déployé sur de multiples fronts. De nouvelles universités israéliennes furent construites pour ancrer ce projet territorial et démographique, leurs campus étant construits comme autant d'avant-postes régionaux stratégiques destinés à favoriser à la fois l'enfermement des Palestiniens et l'expansion des colonies juives.

Dans la plus grande ville de Galilée, à majorité palestinienne, Israël a créé et pleinement accrédité l'université de Haïfa en 1972. La même année, Israël a construit l'université Ben-Gourion au centre du Naqab, la région connue en Israël sous le nom de Néguev et la moins peuplée par les Israéliens juifs.

Après 1967, les universités israéliennes ont créé des situations de faits accomplis sous la forme de colonies juives permanentes dans le territoire palestinien occupé (TPO). L'université hébraïque a étendu son campus du mont Scopus à Jérusalem-Est occupée, tandis que l'université d'Ariel a reçu une accréditation complète en 2012 en tant que nouvelle université israélienne en Cisjordanie occupée. Pendant plus d'un siècle, les universités israéliennes ont été planifiées et construites pour servir de piliers à l'ingénierie démographique régionale et à la dépossession des Palestiniens.

L'occupation en 1967 de la bande de Gaza et de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, a un plus encore renforcé la production d'expertise universitaire pour le compte de la gouvernance militaire israélienne. Revendiquer de nouveaux territoires tout en gouvernant différemment les citoyens juifs et palestiniens, ainsi que les sujets palestiniens vivant sous occupation militaire, exigeait des capacités nouvelles et élargies.

Diverses disciplines universitaires sont immédiatement intervenues pour produire ces connaissances à l'usage de l'État israélien et, ce faisant, ont repoussé leurs propres frontières scientifiques. L'archéologie, les études juridiques et les études sur le Moyen-

Orient, entre autres domaines du monde universitaire israélien, continuent de servir l'État et le maintien d'un régime d'apartheid.

La production de connaissances universitaires israéliennes ne s'est pas seulement développée dans le cadre des liens avec le gouvernement israélien, mais a souvent été elle-même orientée vers des applications militaires directes. Les universités israéliennes ont conçu – et continuent de mettre en œuvre – des programmes académiques sur mesure pour former les soldats et les forces de sécurité afin qu'ils puissent effectuer leur travail et gagner en efficacité dans leurs opérations.

Le développement de l'enseignement supérieur israélien a été étroitement lié à l'essor des industries militaires israéliennes, que les universités israéliennes continuent de soutenir. Rafael et Israeli Aerospace Industries, deux des plus grands producteurs d'armes israéliens, se sont développés à partir de l'infrastructure mise en place par l'Institut Weizmann et le Technion. Aujourd'hui, les universités israéliennes collaborent avec les entreprises d'armement israéliennes pour rechercher et développer des technologies utilisées par l'armée israélienne et l'État sécuritaire dans les TPO. Cette technologie est ensuite vendue à l'étranger forte d'avoir été rodée sur le terrain ou « d'avoir fait leur preuve en situation de combat ».

De la répression au scolasticide

L'engagement institutionnel des universités israéliennes au service de l'État a profondément façonné les possibilités et les expériences de leurs enseignants et jeunes chercheurs palestiniens. Après des décennies de fermeture à la recherche critique, dans les années 1980 et 1990, des chercheurs palestiniens et certains chercheurs juifs-israéliens créèrent de nouvelles voies d'exploration de l'histoire, des structures de violence et d'oppression de l'État israélien.

Ces travaux et les débats fondamentaux qu'ils suscitèrent furent immédiatement jugés inadmissibles, les chercheurs et les enseignants faisant bientôt l'objet de harcèlements et de campagnes visant à les réduire au silence. Cette réaction n'a fait que s'intensifier au cours des deux dernières décennies, les administrations universitaires s'alignant sur l'État et les groupes d'extrême droite israéliens pour définir plus étroitement la recherche, l'enseignement et le discours autorisés sur leurs campus.

Les étudiants palestiniens sont eux aussi profondément affectés. Depuis sa création, Israël a limité l'accès des citoyens palestiniens à l'éducation et les universités ont restreint et conditionné leur inscription. Les administrations universitaires continuent de limiter la présence et l'apprentissage des Palestiniens sur leurs campus et collaborent constamment avec le gouvernement israélien pour réprimer leurs étudiants palestiniens, et en particulier les militants étudiants.

Israël a toujours considéré l'éducation palestinienne comme une menace pour son pouvoir et l'a prise pour cible dans tous les territoires qu'il gouverne. Depuis leur création, les universités palestiniennes ont été régies par l'armée israélienne et placées sous contrôle afin d'éviter qu'elles ne deviennent des lieux de résistance palestinienne.

En Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est, les universités palestiniennes sont

Les universités israéliennes sont un élément clé du

<https://www.contretemps.eu>

régime d'apartheid

redaction

soumises à des restrictions bureaucratiques qui les isolent et les entravent, ainsi qu'à des fermetures et des raids militaires récurrents, et à l'enlèvement, la détention et la torture de professeurs et d'étudiants. Dans la bande de Gaza, les universités palestiniennes sont asphyxiées par un blocus illégal depuis plus de dix-sept ans et par des bombardements aériens israéliens répétés.

Aujourd'hui, Israël a dévasté toutes les universités palestiniennes de la bande de Gaza. Aucune administration d'université israélienne n'a demandé au gouvernement israélien de cesser de bombarder les universités palestiniennes et de d'anéantir intentionnellement l'enseignement supérieur palestinien.

Les universités israéliennes sont complices du scolasticide en cours, désormais à son étape la plus destructrice. Elles mobilisent leurs instituts, leurs ressources et leurs cours pour produire de la hasbara, de la propagande d'État, afin de défendre Israël contre les critiques internationales. Elles élaborent toute une expertise juridique pour qu'Israël n'ait pas à répondre de ses crimes de guerre. Ils forment des soldats et développent des armes pour l'armée israélienne. Elles accordent des avantages spéciaux, des bourses et même des crédits de cours aux soldats de réserve de retour de la bande de Gaza. Chaque jour, les universités israéliennes rendent ce génocide possible.

Les universités israéliennes soutiennent activement le colonialisme et l'apartheid israéliens, et perpétuent leur propre complicité dans la violation permanente des droits des Palestiniens, tels qu'ils sont reconnus par le droit international. C'est sur la base de cette collaboration avec l'État israélien que la société civile palestinienne, notamment la Fédération palestinienne des syndicats de professeurs et d'employés d'universités, a appelé la communauté internationale à mettre en œuvre le boycott universitaire.

Le mouvement BDS a appelé la communauté universitaire internationale à exiger des universités israéliennes qu'elles rompent leurs liens avec le régime d'oppression israélien. Il offre aux enseignants et aux étudiants du monde entier la possibilité de rejoindre le mouvement visant à réformer l'enseignement supérieur dans le sens de la libération. Car, comme nous l'enseigne PACBI, il n'y a pas de liberté académique tant qu'elle ne s'applique pas à tous.

*

Ce texte a d'abord été publié par [Jacobin](#). Traduction par Contretemps.